Mobilisation pour la libération des prisonniers politiques en Catalogne.

Dans la foulée de la déclaration unilatérale d'indépendance (DUI) par le Parlement catalan, suivi de l'application de l'article 155 de la constitution de l'État espagnol par le gouvernement central avec le soutien du *Parti populaire* (PP), de *Ciudadanos* (C's), du *Parti socialiste ouvrier espagnol* (PSOE) le 27 octobre, huit membres du gouvernement catalan ont été emprisonné-e-s de manière inconditionnelle et sans jugement le 30 octobre. Ils/elles risquent de 15 à 30 ans, voire 50 années de prison.

Cinq membres du gouvernement, dont le président Carles Puigdemont, ont quitté le territoire espagnol le 30 octobre pour se rendre à Bruxelles, où ils ont accepté de se présenter à la justice belge pour l'examen du mandat européen d'extradition. Ils ont été laissé-e-s en liberté.

L'incarcération des huit membres du gouvernement catalan avait été précédée de celle, toujours sans jugement, de Jordi Sánchez et de Jordi Cuixart, respectivement président de l'Assemblée nationale catalane et *d'Ómnium cultural*, pour entrave à l'exercice des forces policières lors des perquisitions dans les services de la Generalitat et l'arrestation de 14 haut-fonctionnaires le 20 septembre.

Jeudi 9 novembre, Carme Forcadell, Présidente du Parlement catalan ainsi que plusieurs responsables, sont convoqué-e-s devant les juges. Nous pouvons penser, vu les décisions précédentes, qu'ils vont augmenter le nombre de prisonnier-e-s politiques sans jugement.

Sur l'ensemble du territoire catalan, il y a de nombreuses mobilisations pour exiger la libération des dix prisonnier-e-s politiques. Les *Comités de défense de la République* ont appelé à un « arrêt du pays », une grève générale est convoquée par certains syndicats le 8 novembre et l'*ANC* et *d'Ómnium cultural* appellent à une grande manifestation le 11 novembre à Barcelone.

« Ensemble ! » exprime son soutien avec ces manifestations pour la libération des prisonnier-e-s politiques dans l'État espagnol et appelle à des actions de solidarité en France le 11 novembre, ainsi qu'à la mise en place d'un large mouvement de solidarité avec les mobilisations en Catalogne. « Ensemble ! » demande l'arrêt de la répression dans l'État espagnol et la suspension de l'article 155. « Ensemble ! » réaffirme le droit à l'autodétermination des peuples, dont celui du peuple catalan qui l'exprime sous la forme de République. « Ensemble ! » dénonce l'attitude des autorités européennes et du gouvernement français dans leur soutien indéfectible au gouvernement répressif et réactionnaire dirigé par Mariano Rajoy (PP), tendant à démontrer qu'il n'existe pas d'alternatives au carcan de l'Union européenne néolibérale.

Le 6 novembre 2017